

Être parent dans notre monde néolibéral:

Entretien avec **Michel Vandebroek**, docteur en sciences de l'éducation et professeur en pédagogie de la famille à l'Université de Gand, Belgique

Par **Michelle Fracheboud**, conseillère pédagogique à Lausanne

Le début de l'année 2024 a été marqué par la parution d'un petit livre chez Erès, dans la collection «Mille et un bébés»: *Etre parent dans notre monde néolibéral*¹. Un ouvrage indispensable qui vient éclairer comment la privatisation des lieux d'accueil de l'enfance, l'irruption de la quantification et des neurosciences dans les discours pédagogiques, et le développement d'une certaine forme de soutien à la parentalité constituent une sorte de mécanique qui tend à redonner toute la responsabilité des enfants aux seuls parents et incite au désengagement de l'Etat. Son auteur, Michel Vandebroek, nous a accordé un entretien dans lequel nous avons principalement échangé autour du rôle des professionnel·les qui sont, tout autant que les parents, simultanément otages, mais aussi acteurs et actrices de cette dynamique.

RPE: Dans votre ouvrage, Etre parent dans notre monde néolibéral, vous mettez en évidence que les difficultés que les jeunes enfants peuvent rencontrer dans leur développement, mais aussi concernant leur devenir de futurs adultes, sont de plus en plus considérées comme étant principalement de la responsabilité des parents. Cela, paradoxalement, dans un contexte généralisé de montée des inégalités sociales, dont on ne peut pas s'empêcher de penser qu'elles jouent un rôle dans ces difficultés et dans ces parcours de vie. Comment arrivez-vous à ce constat?

¹ Vandebroek, M. (2024). *Etre parent dans notre monde néolibéral*. Erès.



MV: Je crois qu'il y a plusieurs exemples qui montrent que, concernant la petite enfance, des problèmes ou des défis de société sont considérés comme des responsabilités individuelles des parents. Pensons par exemple à la politique de l'emploi. On attend désormais que tous les parents aient une activité professionnelle, on vise l'égalité homme-femme dans le monde du travail, il y a aussi une pression pour repousser l'âge de la retraite, etc. Mais dans le même temps, il y a une pénurie de places d'accueil pour les enfants. Partout, il y a des listes d'attente. On constate des inégalités d'accès, par exemple entre les milieux urbains et les régions rurales, mais aussi à l'intérieur des villes, entre les quartiers plus ou moins favorisés. Et donc, ça devient de la responsabilité du parent, en tant qu'individu, de trouver une solution de garde pour son enfant, alors que ce devrait être une responsabilité publique. Il y a

également une pénurie de places de qualité. Nous avons tous entendu parler des problèmes rencontrés dans les crèches en France² et c'est le cas en Belgique aussi. En même temps, ce que l'on constate, c'est qu'on met en avant le libre choix du parent, qui devrait pouvoir décider du lieu où son enfant est accueilli, d'où le développement d'entreprises de crèches privées, le plus souvent à but lucratif, qui garantissent cette multiplicité d'organismes et de modèles parmi lesquels le parent doit faire le bon choix. Il devient ainsi responsable de la qualité du milieu d'accueil auquel il confie son enfant, alors que cela devrait être, ici aussi, une responsabilité publique. Autre exemple, l'école maternelle. Durant les deux décennies passées, nous avons, en France et en Belgique entre autres, abaissé l'âge de l'accès à l'école maternelle. Donc, en Belgique, les enfants de 2 ans et demi sont scolarisés, cela alors que ces établissements ne sont pas prêts à recevoir des enfants si jeunes. Les professionnel·les qui y travaillent n'ont pas eu de formation qui les aide à accompagner ces jeunes enfants. Très souvent, ces écoles ne sont pas équipées pour permettre, par exemple, des temps de sieste. On attend des enfants qu'ils soient propres, parce que les professionnel·les de l'école maternelle ne considèrent pas le fait de changer les enfants comme leur boulot... Ici aussi, qui est alors pointé du doigt? C'est une fois de plus les parents, parce que leur enfant n'est pas «prêt» pour l'école. On peut rajouter beaucoup d'autres exemples: on a vu lors des émeutes qui ont eu lieu à Nanterre, en région parisienne³, que ce n'est pas le contexte social de cette banlieue qui est remis en question, mais que c'est l'éducation donnée dans la famille. Je peux continuer, en Belgique, en Flandre, où je travaille, un test a été introduit auprès des enfants de 5 ans débutant leur dernière année d'école maternelle. Ce test est censé servir à informer l'institutrice ou l'instituteur de quels enfants ont besoin d'une attention particulière afin d'être prêts pour leur première année d'école primaire. Mais quand les résultats sont arrivés, le constat a été qu'il y avait un grand nombre d'enfants qui n'avaient pas vraiment un bon résultat à ce test. Que fait le ministre de l'Education? Est-ce qu'il remet en question ce qui se passe à l'école

² A la suite du décès d'une fillette dans une crèche à Lyon, l'IGAS a présenté un rapport sur la qualité de l'accueil et la prévention de la maltraitance dans les crèches, lequel a mis en évidence un important déficit de qualité et des faits de maltraitance récurrents. Voir par exemple: <https://lesprosdela petiteenfance.fr/formation-droits/les-politiques-petite-enfance/rapport-igas-sur-les-creches-la-qualite-daccueil-les-normes-dencadrement-et-la-formation-des>

³ Pour rappel, ces émeutes ont suivi le décès de Nahel, 17 ans, abattu par des policiers lors d'un contrôle routier. Le Gouvernement français en a appelé à la responsabilité parentale et a envisagé de sanctionner les parents des jeunes émeutiers.

maternelle? Non, il appelle les parents à prendre leurs responsabilités et à bien préparer leurs enfants en vue de l'école primaire. Ce sont des exemples disparates, mais qui pointent tous dans cette même direction, c'est-à-dire cette individualisation de la responsabilité parentale, qui est le fil rouge de ce livre.

RPE: Dans votre ouvrage, vous montrez que ce langage de la responsabilité parentale imprègne la société au point que les parents participent eux-mêmes en partie à le coconstruire. On voit, par exemple, le succès des blogs sur la parentalité et des livres relayant des conseils sur toutes sortes de sujets: sommeil, alimentation, parentalité positive et j'en passe. Et les professionnel·les, quels rôles jouent-ils ou elles? Sont-ils ou elles parfois complices de cette mécanique?

MV: Je dirais oui et en même temps non. Prenons le discours sur les *mille premiers jours*, qui s'est développé dans plusieurs pays. C'est un discours qui, au départ, avait une bonne intention, celle de dire aux politiques qu'il ne faut pas délaisser les trois premières années de la vie, ou penser que l'apprentissage commence uniquement avec l'entrée à l'école, mais que les lieux d'accueil pour les jeunes enfants sont aussi des lieux pédagogiques à part entière. Malheureusement, c'est devenu tout autre chose. Cameron⁴, en Angleterre, l'a utilisé pour dire que le problème de la Grande-Bretagne concernant les jeunes enfants, ce n'est pas l'inégalité, ce n'est pas la pauvreté, mais c'est l'éducation donnée par les parents... De plus, ce discours a permis de remettre au goût du jour cette vieille idée que tout se passe dans les premières années de la vie. Les professionnel·les de la petite enfance se sont saisi·es de ce slogan pour mettre en avant l'importance de leur travail, mais en même temps, cela a rajouté une couche de responsabilité sur les parents et a transmis l'idée que, si on ne fait pas tout ce qu'il faut avec notre enfant aujourd'hui, ce sera foutu pour le reste de la vie. Donc, dans ce sens-là, oui, les professionnel·les de la petite enfance risquent d'être acteurs et actrices de cette pression qui est mise sur les parents, en participant à propager ce message.

⁴ David Cameron a été Premier ministre conservateur du Royaume-Uni de 2010 à 2016, il est à l'origine d'un projet visant à offrir à tous les parents des cours pour apprendre à mieux élever et discipliner leurs enfants. Cela tout en menant une politique d'austérité prévoyant des coupes budgétaires drastiques qui ont fortement affecté le domaine social et l'éducation. Voir par exemple <https://www.theguardian.com/politics/2016/jan/10/david-cameron-parents-children-lessons>, et Raveaud, M. (2018). La pauvreté, un choix politique au Royaume-Uni. *Revue internationale d'éducation de Sèvres* 79, 17-19. <https://journals.openedition.org/ries/6858>



RPE: Oui, cela peut être tentant je pense, en tant que professionnel-le, de mettre la responsabilité sur les parents lorsqu'on rencontre des difficultés avec un enfant, que l'on ne sait pas bien comment l'accompagner et que l'on se sent impuissant-es, par exemple face à des manifestations agressives qui se répètent et qui nous mettent en échec; d'affirmer que c'est le manque de limites à la maison qui en est la cause, et cela même si les professionnel-les qui accueillent cet enfant passent beaucoup d'heures avec lui sans trouver comment faire évoluer la situation.

MV: Je pense qu'il y a, d'une part, une contamination des professionnel-les par ce discours ambiant, mais, d'autre part, je crois que, justement, elles (j'emploie le féminin ici, car c'est un métier qui reste quand même largement féminin) ont également le potentiel de partager cette responsabilité éducative des jeunes enfants avec les parents. C'est d'ailleurs ce qu'elles font amplement au quotidien, jour après jour, et je pense que c'est un soulagement pour beaucoup de parents. Et ajoutons encore que ce ne sont pas non plus les professionnelles de la petite enfance qui sont coresponsables du manque de moyens qu'on leur donne.

RPE: Quand j'ai débuté dans ce métier, la petite enfance, ça n'intéressait personne, mais du coup, en tant que professionnel-les, nous avons une grande liberté. L'accueil de jour de l'enfance s'est développé, a été reconnu comme incontournable, indispensable aussi pour le bon fonctionnement socioéconomique. Les lieux d'accueil se sont multipliés et tant mieux, mais le corollaire a été que des personnes se sont rendu compte que cela pouvait être un marché, que l'on pouvait vendre des produits et faire de l'argent avec ce champ. Nous avons ainsi vu débarquer des programmes, des outils clés en main, voire même des logiciels adressés aux institutions petite enfance: un outil pour traiter les émotions, un autre pour suivre le développement de l'enfant, etc. Il y a une forme d'infantilisation des professionnel-les, qui n'ont plus qu'à appliquer ces méthodes.

MV: Exactement. On ne leur demande plus de mener une réflexion professionnelle, on leur demande de cocher des cases et d'exécuter ce qu'autrui dit, sans connaître les enfants, le contexte, le quartier où se situe le lieu d'accueil, les conditions de travail, etc.

RPE: Il est vrai que cela peut avoir un côté attirant en tant que professionnel-le, quand parfois on est en difficulté et que l'on se sent impuissant-e, par exemple face aux émotions des enfants, qui peuvent être débordantes, compliquées à canaliser, à supporter aussi, d'avoir l'impression de disposer d'un outil «qui marche». Mais dans votre

ouvrage, vous dites que l'on devrait moins se préoccuper de ce qui marche et plus de ce que l'on veut pour les enfants.

MV: Tout à fait, et surtout se demander ce que «marcher» veut dire. En plus, ces programmes prétendent être basés sur des données probantes et avoir démontré leur efficacité, mais quand on regarde un peu derrière le rideau comment les études sont faites pour le prouver, ce n'est jamais aussi limpide que ce qui nous est présenté. Prenons l'exemple de *parler bambin*⁵ en France. Une grande recherche a montré qu'au final, ce programme n'a fait aucune différence quant à l'acquisition de la langue. Et quelles sont les conclusions qui en ont été tirées? Ce n'est pas de dire: «Ok, ce n'est pas concluant, on jette *parler bambin* à la poubelle». Non, c'est utilisé pour affirmer: «Ah, mais nous, on sait que ça marche, donc peut-être qu'il faut faire encore plus de ce programme.»

RPE: *En Suisse, nous faisons face aussi à une pratique qui lie de plus en plus le fait de pouvoir disposer d'une place d'accueil au fait que les parents travaillent. On parle d'enfants «en conciliation» pour désigner ceux dont les parents travaillent, et d'enfants qui seraient «en socialisation» pour nommer ceux dont l'un des parents au moins est sans emploi. A ceux-ci, on distribue un peu des miettes de places, quand il en reste. Il me semble que cela questionne sur ce que l'on veut offrir aux enfants dans ces lieux et cela réduit les professionnel·les à être là pour «garder» les enfants pendant le temps de travail des parents.*

MV: Oui, je crois que c'est un peu le cas de tous les pays qui ont un système divisé entre la garde des tout jeunes enfants et l'école maternelle. Historiquement, cette garde a longtemps été considérée comme un mal nécessaire. Il fallait bien la mettre en place parce qu'il y avait des mères qui travaillaient, mais en même temps, on trouvait que ce n'était pas très bien pour les enfants. Ça, ça devrait être une question du passé. Aujourd'hui, on sait que, quand on offre un accueil de qualité, c'est bénéfique pour l'enfant, pour son développement et pour sa socialisation. Il n'y a pas de raison de penser que la socialisation ne serait importante que pour les enfants des parents qui ne travaillent

⁵ *Parler bambin* est un programme développé en France pour repérer les enfants de 18 à 36 mois considérés comme «petits parleurs» dans les crèches et les faire participer à des ateliers de langage visant à augmenter leur lexique. Une recherche menée par l'Université de Nantes avec deux groupes d'enfants, l'un bénéficiant de la méthode et l'autre non, a conclu que les progrès en langage des enfants étaient identiques dans les deux groupes. Pour aller plus loin, on consultera l'excellent ouvrage publié sur la question chez Erès: Ben Soussan, P. et Rayna, S. (2018). *Le programme «parler bambin»: enjeux et controverses*. Erès.

pas. Le taux de natalité est en baisse dans tous les pays. Disons qu'un enfant aujourd'hui en moyenne peut-être un-e demi-frère ou sœur. Où est-ce qu'on va apprendre aux enfants le vivre ensemble, le partage, l'intérêt pour l'autre, l'empathie, la solidarité?

RPE: Dans votre livre, vous avez mis en exergue une citation de Nicolas Mathieu que j'ai beaucoup aimée: «L'éducation est un grand mot, on peut le mettre dans des livres et des circulaires. En réalité, tout le monde fait ce qu'il peut. Qu'on se saigne ou qu'on s'en foute, le résultat recèle toujours sa part de mystère» (Mathieu, cité dans Vandembroeck, 2024, p. 7). Je trouve qu'elle nous engage en tant que professionnel·les de l'enfance à une certaine humilité par rapport à notre rôle, qui est essentiel. Qu'on soit parent ou professionnel·le, on n'a pas la totale maîtrise, et tant mieux, sinon cela voudrait dire que les enfants sont objet de l'éducation et non sujet. Mais en même temps, elle met les professionnel·les devant un paradoxe: comment laisser cette place à l'incertitude et faire néanmoins reconnaître l'importance de la qualité de l'accueil, et donc la nécessité d'une bonne formation et de celle de disposer de temps hors de la présence des enfants pour faire un travail de qualité?

MV: Oui, j'ai choisi cette citation en effet pour cette question d'humilité que vous indiquez, mais il me semble aussi nécessaire de relativiser une certaine conception linéaire du développement de l'enfant. C'est quand même beaucoup plus complexe que ce que nous racontent les livres sur le sujet. Nous ne pouvons pas dire de nous-mêmes que nous sommes le pur produit de l'éducation que nous avons reçue. Nous sommes beaucoup plus que cela. Peut-être qu'on devrait attacher un peu plus d'importance à ce qu'on fait pour l'enfant qui est là, aujourd'hui, à cette heure-ci, et observer son activité, ses réflexions, le plaisir qu'il a. On pourrait se demander, à partir de là, ce qu'on peut lui offrir pour enrichir son expérience ici, aujourd'hui et demain, plutôt que de voir déjà cet élève et cet adulte fictif qu'il deviendra. Je crois qu'on devrait un peu libérer les professionnel·les de cette responsabilité de l'avenir et de la placer un peu plus terre à terre, au quotidien.

RPE: Je rencontre souvent des professionnel·les qui se plaignent de la non-reconnaissance de leur métier, parfois du mépris aussi qu'ils ou elles ressentent de la part du monde politique. Je partage la plupart de leurs griefs, mais en même temps, la plainte a quelque chose de mortifère, on peut être englué là-dedans. Ce que vous venez d'évoquer, c'est déjà peut-être une première piste de dégagement pour sortir de cette mécanique que vous décrivez. Est-ce que vous en auriez d'autres

à proposer? Comment les professionnel·les peuvent-ils ou elles retrouver du pouvoir d'agir?

MV: Tout d'abord, je comprends cette plainte et elle est justifiée. Dans beaucoup de pays et pendant une très longue période de l'histoire, les personnes qui s'occupaient des jeunes enfants n'ont pas été bien traitées. Le domaine de l'accueil des jeunes enfants dispose aujourd'hui encore de faibles moyens et subit la pression d'une privatisation grandissante dans tous les pays d'Europe, ce qui va souvent de pair avec une dégradation des conditions de travail, parce que le bénéfice se fait sur les salaires, sur le remplissage, etc. Comment en sortir? Je crois qu'il y a deux choses importantes. Tout d'abord parler du métier, et en parler avec fierté. C'est un métier formidable. Je crois qu'il faudrait prendre le temps de documenter ce qui se passe au quotidien pour pouvoir le partager. C'est ce que les Italiens appellent la documentation pédagogique et qui est, à mon avis, la base d'une approche sociale et démocratique, parce que justement, documenter ça veut dire communiquer avec le monde extérieur, ouvrir les portes et les fenêtres, montrer ce qu'on fait, ce qui se vit dans ce lieu, en quoi c'est important pour les enfants et donc cela offre la possibilité d'être interrogé, remis en question.

Et l'autre élément, plus politique, c'est de construire une solidarité avec les parents. Le danger, ce serait de se montrer mutuellement du doigt entre parents et professionnel·les et de se rejeter la responsabilité de l'un sur l'autre. En Belgique, j'ai vu que cette solidarité a largement augmenté pendant la période du covid, parce que beaucoup de parents se sont rendu compte de ce que ça veut dire, de rester avec leurs enfants toute la journée chez eux et d'essayer de combiner ça avec leur boulot. On a eu plus récemment chez nous aussi une grande crise des crèches, un peu comme en France; cela a permis aux parents de prendre conscience des conditions de travail difficiles dans certaines crèches. De manière générale, il faut dire que, dans les lieux d'accueil de la petite enfance, on a quand même beaucoup eu la tradition de ne jamais se plaindre ouvertement devant les parents. Quand les parents demandent si tout s'est bien passé, on dit: «Oui, oui, tout va bien Madame.» Peut-être qu'on devrait pouvoir nuancer, dire par exemple: «Oui, oui, on fait de notre mieux, mais ce n'est pas facile. Vous voyez, quand on est seule avec huit enfants, je vous le dis parce que ma collègue est tombée malade, parce qu'elle n'en pouvait plus, c'est compliqué, mais on va essayer de faire de notre mieux.» Je crois que c'est important d'être honnête dans ce qui va, de dire ce qui est beau, de dire la fierté, mais aussi de parler de ce qui ne va pas.

RPE: C'est vrai que les professionnel·les de la petite enfance ne sont pas celles et ceux qui ont le plus l'habitude de s'exprimer dans l'espace public⁶. Elles et ils sont conscient·es aussi que, pour pouvoir confier leur enfant, les parents ont besoin d'avoir confiance que la journée va bien se passer, donc il y a cette idée qu'il faut taire les difficultés.

MV: Oui, pour moi, le fil rouge pour sortir de cette situation est en fait de resocialiser la responsabilité vis-à-vis des enfants, d'avoir des lieux où les parents et les professionnel·les peuvent échanger, et ensemble prendre conscience et mettre en évidence que des problèmes qui sont présentés comme relevant des parents, en tant qu'individus, sont en fait aussi des problèmes communs, et souvent sociétaux. Beaucoup de lieux peuvent avoir cette fonction, les crèches, mais aussi les lieux d'accueil parents-enfants. Il y a encore d'autres instances de la société civile qui peuvent jouer un rôle important dans cette resocialisation. Les syndicats, par exemple. S'ils se sont longtemps occupés seulement des questions salariales, de l'âge de la retraite, etc., cela commence à changer. Ils développent également un travail sur la qualité de l'accueil et la fierté pédagogique autour du métier. Les mouvements féministes aussi ont joué et jouent encore un rôle très important pour changer de regard. On voit que, quand il y a de la solidarité entre parents et professionnel·les, cela fait bouger les lignes. Ça n'est pas toujours facile, parce que cela demande beaucoup de négociations, d'écoute, ça prend du temps: mais c'est possible. En Belgique, par exemple, pendant vingt-deux semaines de suite, les parents et les professionnel·les sont venu·es ensemble sur les bancs publics du Parlement tous les mercredis avec des bébés pour dire: «Voilà, on n'en peut plus... On a amené nos bébés parce qu'on n'a pas de place pour nos enfants, parce qu'on n'a plus confiance dans les conditions de travail.» Donc ce sont des actions où les parents et les professionnel·les se sont entendu·es de manière solidaire sur la volonté de changer les conditions de travail et d'accueil. ■

Michelle Fracheboud

⁶ Voir par exemple l'article de Virginie Sadock (2012). Dire et ne pas dire chez les professionnelles de l'enfance. *Revue [petite] enfance* 109, 56-63.